

LOIS, DÉCRETS ET RÈGLEMENTS

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE
ET DE L'ENVIRONNEMENT

F 89 — 6

29 DECEMBRE 1988
Loi modifiant la loi du 8 juillet 1976 organique
des centres publics d'aide sociale (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. A l'article 9 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, sont apportées les modifications suivantes :

1^o le littéra e est remplacé par la disposition suivante :

« e) les membres du personnel de l'Etat, des communautés et des provinces qui sont chargés d'une fonction de direction et qui participent directement à l'exercice de la tutelle sur le centre d'aide sociale intéressé, ainsi que le personnel de la commune desservie par le centre public d'aide sociale, à l'exception du personnel de l'enseignement communal. »

2^o littéra f est remplacé par la disposition suivante :

« f) les membres du personnel rémunérés par le centre, ainsi que toutes les autres personnes visées à l'article 49, § 4, qui y exercent leurs activités. »

Art. 2. A l'article 12 de la même loi les mots « en séance publique » sont insérés entre les mots « a lieu » et « le troisième lundi ».

Art. 3. A l'article 14, alinéa 2, de la même loi, les mots « et pour un suppléant de celui-ci » sont supprimés.

Art. 4. A l'article 15 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1^o l'alinéa premier est remplacé par la disposition suivante : « Sont élus en tant que membres effectifs, les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix. »

2^o il est ajouté un alinéa quatre, rédigé comme suit : « Les candidats proposés à titre de suppléants d'un membre effectif élu sont de plein droit suppléants de ce membre. »

Art. 5. L'article 16 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 16. La même personne peut être suppléant de deux ou plusieurs membres effectifs.

De même, chaque membre effectif peut avoir deux ou plusieurs suppléants, appelés à le remplacer dans l'ordre qui a été suivi pour la présentation de leurs candidatures. »

(1) Session 1986-1987

Sénat

Documents parlementaires. — N° 619/1.

Session 1988-1989

Sénat

Documents parlementaires. — N° 480/1. — Rapport, n° 480/2.

Annales parlementaires. — Discussion. Séance du 16 novembre 1988. — Adoption. Séance du 16 novembre 1988.

Chambre des représentants

Documents parlementaires. — N° 622/1. — Amendements, n° 622/2 et 3. — Rapport, n° 622/4.

Annales parlementaires. — Discussion. Séance du 20 décembre 1988. — Adoption. Séance du 20 décembre 1988.

Sénat

Documents parlementaires. — Projet amendé par la Chambre des représentants, n° 480/3. — Rapport, n° 480/4.

Annales parlementaires. — Discussion. Séance du 23 décembre 1988 — Adoption. Séance du 23 décembre 1988.

WETTEN, DECRETEN EN VERORDENINGEN

MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID
EN LEEFMILIEU

N. 89 — 6

29 DECEMBER 1988. — Wet tot wijziging
van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende
de openbare centra voor maatschappelijk welzijn (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In artikel 9 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o littéra e wordt vervangen door de volgende bepaling :

« e) de leden van het personeel van het Rijk, de gemeenschappen en de provincies die belast zijn met een leidinggevende functie en rechtstreeks deelnemen aan het uitoefenen van het toezicht op het betrokken centrum voor maatschappelijk welzijn, alsmede het personeel van de door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn bediende gemeente, met uitzondering van het personeel van het gemeentelijk onderwijs. »

2^o littéra f wordt vervangen door de volgende bepaling :

« f) de door het centrum bezoldigde personeelsleden alsmede alle overige in artikel 49, § 4, bedoelde personen die er werkzaam zijn. »

Art. 2. In artikel 12 van dezelfde wet worden tussen de woorden « heeft plaats » en « de derde maandag » de woorden « in openbare vergadering » ingevoegd.

Art. 3. In artikel 14, tweede lid, van dezelfde wet worden de woorden « en voor een opvolger van dit lid » geschrapt.

Art. 4. In artikel 15 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o het eerste lid wordt vervangen door de volgende bepaling : « De kandidaten die de meeste stemmen hebben bekomen, zijn verkozen tot werkende leden. »

2^o een vierde lid wordt ingevoegd, luidend als volgt : « De kandidaten die als opvolgers van een verkozen werkend lid werden voorgedragen, zijn van rechtswege de opvolgers van het voornoemde lid. »

Art. 5. Artikel 16 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 16. Dezelfde persoon kan opvolger van twee of meer werkende leden zijn.

Evenzo kan elk werkend lid twee of meerdere opvolgers hebben die zijn voorbestemd om hem te vervangen in de orde die gevolgd werd bij de voordracht van hun kandidaturen. »

(1) Zitting 1986-1987

Senaat

Parlementaire stukken. — nr. 619/1.

Zitting 1988-1989

Senaat

Parlementaire stukken. — Nr. 480/1. — Verslag, nr. 480/2.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking. Vergadering van 16 november 1988. — Aanneming. Vergadering van 16 november 1988.

Kamer van volksvertegenwoordigers

Parlementaire stukken. — Nr. 622/1. — Amendementen, nr. 622/2 en 3. — Verslag, nr. 622/4.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking. Vergadering van 20 november 1988. — Aanneming. Vergadering van 20 december 1988.

Senaat

Parlementaire stukken. — Ontwerp geamendeerd door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 480/3. — Verslag, nr. 480/4.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking. Vergadering van 23 november 1988. — Aanneming. Vergadering van 23 december 1988.

Art. 6. A l'article 49 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1^o le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Les membres du personnel du centre public d'aide sociale ne peuvent exercer, soit eux-mêmes, soit par personne interposée, aucune occupation qui pourrait nuire à l'accomplissement des devoirs de la fonction ou serait contraire à la dignité de celle-ci. »

2^o le § 2, alinéa premier, est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. En outre, les membres du personnel du centre public d'aide sociale ne peuvent assumer aucun mandat ou service, même gratuit, dans des affaires privées à but lucratif. »

3^o le § 3 est complété comme suit : « ou lorsque la fonction n'est pas exercée à temps plein au sein du centre public d'aide sociale. Ces dérogations peuvent être retirées en cas d'abus. »

4^o le § 4 est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. La qualité de membre du personnel du centre public d'aide sociale, en ce compris les personnes visées par l'arrêté royal n^o 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales, qui exercent leurs activités dans l'un des établissements ou services du centre public d'aide sociale à la suite d'une décision de l'un des organes du centre, est incompatible avec :

1^o le mandat de bourgmestre ou de conseiller communal dans la commune pour laquelle le centre est compétent;

2^o la qualité de membre du comité de gestion comme représentant d'une commune qui participe, conformément à l'article 109 de la loi sur les hôpitaux, coordonnée par l'arrêté royal du 7 août 1987 à la couverture des déficits de l'hôpital du centre public d'aide sociale. »

Art. 7. A l'article 88 de la même loi, modifié par l'arrêté royal n^o 244 du 31 décembre 1983, sont apportées les modifications suivantes :

1^o le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Le conseil de l'aide sociale arrête chaque année, pour l'exercice suivant, le budget des dépenses et des recettes du centre et de chaque hôpital placé sous sa gestion. Une note de politique générale est jointe à ces budgets. »

Ces budgets sont soumis avant le 15 septembre de l'année précédant l'exercice à l'approbation du conseil communal ou des conseils communaux — selon qu'il s'agit d'un centre local ou intercommunal — de la commune ou des communes qui constituent le ressort du centre.

Ces budgets sont commentés par le président du centre lors des séances du conseil communal ou des conseils communaux à l'ordre du jour desquelles est inscrite l'approbation des budgets. Si le président ne fait pas partie du conseil communal, il est averti de la date de la réunion au moins cinq jours francs avant celle-ci par le collège des bourgmestres et échevins.

La décision ou, s'il s'agit d'un centre intercommunal, les décisions, doivent être envoyées au centre dans un délai de quarante jours à compter du jour où les budgets ont été transmis à la commune ou aux communes, à défaut de quoi les conseils communaux concernés seront supposés avoir donné leur approbation.

Toute décision de modification ou d'improbation doit être motivée. En cas d'improbation par un ou plusieurs conseils communaux ou de modifications au budget, le dossier complet est soumis par les soins du centre, avant le 15 novembre de la même année, à l'approbation de la députation permanente.

Le conseil communal peut inscrire au budget du centre public d'aide sociale communale et des hôpitaux qui dépendent de ce centre, des prévisions de recettes et des postes de dépenses; il peut les diminuer, les augmenter ou les supprimer et rectifier des erreurs matérielles.

La députation permanente est dotée de la même compétence à l'égard du budget des centres publics d'aide sociale communaux et intercommunaux et du budget des hôpitaux qui dépendent de ces centres, d'une association intercommunale ou d'une autre association visée au chapitre XII de la présente loi. »

Art. 6. In artikel 49 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o Paragraaf 1 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. De personeelsleden van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn mogen, hetzij zelf, hetzij door middel van een tussenpersoon, geen enkele bezigheid verrichten die kan schaden aan het vervullen van hun ambtsplichten of met de waardigheid van het ambt in strijd is. »

2^o Paragraaf 2, eerste lid, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. Bovendien mogen de personeelsleden van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn geen enkele zelfs onbezoldigde opdracht of dienst in particuliere zaken met winst oogmerk volbrengen. »

3^o Paragraaf 3 wordt aangevuld als volgt : « of wanneer het ambt niet voltijds uitgeoefend wordt in het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn. Deze afwijkingen kunnen in geval van misbruik worden ingetrokken. »

4^o Paragraaf 4 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 4. De hoedanigheid van personeelslid van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn met inbegrip van de personen bedoeld in het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de geneeskunst, de verpleegkunde, de paramedische beroepen en de geneeskundige commissies, die ingevolge een beslissing van één der organen van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn hun werkzaamheden uitoefenen in één der inrichtingen of diensten van het centrum is onverenigbaar met :

1^o het mandaat van burgemeester of gemeenteraadslid in de gemeente waarvoor het centrum bevoegd is;

2^o het lidmaatschap van het beheerscomité als afgevaardigde van een gemeente, die overeenkomstig artikel 109 van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 7 augustus 1987, bijdraagt in de tekorten van het ziekenhuis van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn. »

Art. 7. In artikel 88 van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 244 van 31 december 1983, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o Paragraaf 1 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. De raad voor maatschappelijk welzijn stelt ieder jaar, voor het volgende dienstjaar, de begroting van ontvangsten en uitgaven vast van het centrum en van elk ziekenhuis dat onder zijn beheer staat. Aan deze begrotingen wordt een algemene beleidsnota gehecht. »

Deze begrotingen worden vóór 15 september van het jaar dat aan het dienstjaar voorafgaat, onderworpen aan de goedkeuring van de gemeenteraad of van de gemeenteraden — naargelang het gaat om een gemeentelijk of een intercommunaal centrum — van de gemeente of de gemeenten van de gebiedsomschrijving van het centrum.

Op de vergaderingen van de gemeenteraad of gemeenteraden waar de goedkeuring van deze begrotingen op de agenda staat, worden deze toegelicht door de voorzitter van het centrum. Indien de voorzitter geen deel uitmaakt van de gemeenteraad wordt hij hiervan ten minste vijf vrije dagen vóór de dag van de vergadering verwittigd door het college van burgemeester en schepenen.

De beslissing of, indien het om een intercommunaal centrum gaat, de beslissingen, moeten aan het centrum worden doorgestuurd binnen een termijn van veertig dagen te rekenen vanaf de dag waarop de begroting aan de gemeente of de gemeenten werd overgemaakt, bij gebreke waarvan de betrokken gemeenteraden geacht worden hun goedkeuring te hebben verleend.

Elke beslissing tot wijziging of tot niet-goedkeuring moet met redenen worden omkleed. Bij niet-goedkeuring door een of meerdere gemeenteraden of in geval van wijzigingen aan de begroting wordt het volledig dossier door de zorg van het centrum vóór 15 november van hetzelfde jaar ter goedkeuring overgelegd aan de bestendige deputatie.

De gemeenteraad kan op de begroting van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van de gemeenten en van de ziekenhuizen die van dit centrum worden doorgestuurd ontvangstenramingen en uitgavenposten brengen, deze verminderen, vermeerderen of schrappen en materiële vergissingen rechtzetten.

De bestendige deputatie heeft dezelfde bevoegdheid betreffende de begroting van de gemeentelijke of intercommunale openbare centra voor maatschappelijke welzijn en betreffende de begroting van de ziekenhuizen die afhangen van deze centra, van een intercommunale vereniging of een vereniging bedoeld in hoofdstuk XII van deze wet. »

2° le § 3 est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Le projet de budget ainsi que la note de politique générale y afférente ou le projet de modification budgétaire ainsi que la note explicative et justificative y afférente, établis par le centre public d'aide sociale seront remis à chaque membre du conseil de l'aide sociale au moins sept jours francs avant la date de la séance au cours de laquelle ils seront discutés. »

Art. 8. A l'article 89 de la même loi, modifiée par l'arrêté royal n° 244 du 31 décembre 1983, sont apportées les modifications suivantes :

1° le premier alinéa est remplacé par la disposition suivante :

« Le conseil de l'aide sociale arrête chaque année les comptes de l'exercice précédent du centre et de chacun des hôpitaux gérés par celui-ci au cours d'une séance qui a lieu avant le 1^{er} juin. »

Au cours de la séance pendant laquelle le conseil arrête lesdits comptes, le président rend compte de la situation du centre et de sa gestion au cours de l'exercice écoulé, en ce qui concerne la réalisation des prévisions budgétaires. Le rapport annuel sera transmis à chacun des conseillers, en même temps que les comptes, mais à l'exclusion des pièces justificatives, au moins sept jours francs avant la séance.

Les comptes arrêtés par le conseil sont soumis au plus tard le 1^{er} juin qui suit la clôture de l'exercice, à l'approbation du conseil communal ou des conseils communaux. Le rapport annuel est communiqué au conseil communal ou aux conseils communaux à titre de commentaire des comptes. »

2° le troisième alinéa est remplacé par la disposition suivante :

« En cas d'improbation par un ou plusieurs conseils communaux, les comptes, accompagnés des délibérations des divers conseils, sont soumis, par les soins du centre, avant le 1^{er} août de l'année susmentionnée, à l'approbation de la députation permanente qui arrête définitivement les comptes. »

Art. 9. A l'article 94, § 6, de la même loi, modifiée par l'arrêté royal n° 244 du 31 décembre 1983, sont apportées les modifications suivantes :

1° au second alinéa, les mots « note de politique générale et note explicative et justificative, visées à l'article 88, §§ 1^{er} et 3 » sont insérés entre les mots « s'applique aussi en matière de » et « nominations ».

2° l'alinéa suivant est inséré entre le deuxième et le troisième alinéa :

« L'avis relatif aux notes mentionnées à l'alinéa précédent ne peut concerner que la gestion et l'exploitation de l'établissement qui relève du comité de gestion. »

Art. 10. La présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 1989.

Toutefois, l'article 1^{er} n'est applicable qu'aux membres effectifs du conseil de l'aide sociale élus après le 1^{er} janvier 1989 et à leurs suppléants.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Motril, le 29 décembre 1988.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
W. MARTENS

Le Ministre de l'Intérieur,
L. TOBBACK

Le Secrétaire d'Etat à l'Emancipation sociale,
Mme M. SMET

Vu et scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

2° paragraphe 3 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 3. Het ontwerp van begroting evenals de bijhorende algemene beleidsnota of het ontwerp van begrotingswijziging en de daarbijhorende verklarende en stavende nota, opgemaakt door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, worden aan ieder lid van de raad voor maatschappelijk welzijn besteld tenminste zeven vrije dagen vóór de dag van de vergadering waarop deze zullen worden besproken. »

Art. 8. In artikel 89 van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 244 van 31 december 1983, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De raad voor maatschappelijk welzijn stelt elk jaar de rekening van het voorgaande dienstjaar van het centrum en van elk ziekenhuis dat onder zijn beheer staat vast in een vergadering die plaatsvindt vóór 1 juni. »

Tijdens de vergadering waarop de raad deze rekeningen vaststelt brengt de voorzitter verslag uit over de toestand van het centrum en over het gevoerde beheer tijdens het voorafgaande dienstjaar, inzake de uitvoering van de begrotingsvooruitzichten. Het jaarverslag wordt vooraf samen met de rekening doch met uitsluiting van de verantwoordingsstukken, tenminste zeven vrije dagen vóór de vergadering aan elk raadslid meegedeeld.

De door de raad vastgestelde rekeningen worden ten laatste op 1 juni volgend op het sluiten van het dienstjaar onderworpen aan de goedkeuring van de gemeenteraad of gemeenteraden. Het jaarverslag wordt als toelichting bij de rekeningen aan de gemeenteraad of aan de gemeenteraden meegedeeld. »

2° het derde lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Bij niet-goedkeuring door één of meerdere gemeenteraden worden de rekeningen samen met de beslissingen van de verschillende gemeenteraden door de zorg van het centrum, vóór 1 augustus van het voormelde jaar, ter goedkeuring overgelegd aan de bestendige deputatie, die de rekeningen definitief vaststelt. »

Art. 9. In artikel 94, § 6, van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 244 van 31 december 1983, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid worden tussen de woorden « geldt eveneens ten aanzien van » en « de benoeming » de woorden « de algemene beleidsnota en de verklarende en stavende nota waarvan sprake is in artikel 88, §§ 1 en 3 » ingevoegd.

2° tussen het tweede en het derde lid wordt het volgende lid ingevoegd :

« Het advies aangaande de beleidsnota's vermeld in het vorige lid kan alleen slaan op het beheer en de uitbating van de instelling die onder de bevoegdheid van het beheerscomité ressorteert. »

Art. 10. Deze wet treedt in werking op 1 januari 1989.

Artikel 1 is nochtans alleen van toepassing op de werkende leden van de raad voor maatschappelijk welzijn verkozen na 1 januari 1989 en op hun opvolgers.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Motril, 29 december 1988.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
W. MARTENS

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. TOBBACK

De Staatssecretaris voor Maatschappelijke Emancipatie,
Mevr. M. SMET

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
M. WATHELET